

Art. 7. § 1. De activiteiten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk worden gecontroleerd door de vertegenwoordiger benoemd door de Regering.

Deze vertegenwoordiger mag de volgende functies waarnemen :

1° de vergadering van de Raad van Bestuur bijeenroepen en, in het kader van zijn bevoegdheden, zijn voorstellen op de agenda stellen;

2° de activiteiten en de boeken van de vereniging verifiëren;

3° overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd in artikel 5, 5° in beroep gaan tegen een beslissing waarvan hij meent dat zij de wetten, verordeningen of statuten tegengaat of wanneer hij van mening is dat Zij in strijd is met het algemeen belang.

Het beroep wordt ingediend binnen een termijn van 5 werkdagen na de dag van de vergadering tijdens dewelke de beslissing werd genomen. Het beroep is opschortend.

Het beroep wordt ingediend bij de bevoegde Minister. Deze beslist binnen een termijn van 15 werkdagen na de dag van de ontvangst van het beroep welke maatregelen moeten worden genomen. Zo niet is het beroep afgewezen.

§ 2. De vertegenwoordiger van de Regering mag voor het uitoefenen van zijn functie in alle documenten van de vereniging inzage nemen met uitzondering van de persoonlijke dossiers betreffende de hulpgechtigden die slechts ter beschikking staan van de maatschappelijk werker.

Art. 8. Jaarlijks moet de Raad van Bestuur de Regering vóór 31 maart een bericht over het afgelopen begrotingsjaar voorleggen.

De eventuele aanvraag om begrotingsmiddelen voor het jaar na het begrotingsjaar moet ten laatste op 30 juni van het lopende begrotingsjaar worden ingediend.

Art. 9. De erkenning als vereniging zonder winstoogmerk kan na een met redenen omklede beslissing door de Regering worden ingetrokken als

— de vereniging de in dit besluit gedefinieerde doeleinden van de sociale dienst niet nastreeft;

— ze de bepalingen van de artikelen 6 en 7 overtreedt.

In dit geval zorgt de Regering voorlopig voor het beheer van de sociale dienst.

Art. 10. De vereniging zonder winstoogmerk kan een beroep doen op de hulp van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap voor de opdrachten van de maatschappelijk werker, voor secretariaatswerk of voor bureaumateriaal.

Art. 11. Het besluit van de Executieve van 23 mei 1990 tot inrichting van een sociale dienst voor het personeel van het Bestuur van de Duitstalige Gemeenschap is opgeheven.

Art. 12. De Minister-President, bevoegd inzake Begroting en Personeel, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1994.

Eupen, 18 juli 1994.

De Minister-President,
Minister van Financiën, Volksgezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport, Toerisme,
Internationale Betrekkingen en Monumenten en Landschappen,

J. MARAITE

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. GENTGES

De Minister van Media, Volwassenenvorming, Gehandicaptenbeleid, Sociale Hulp en Beroepsomscholing,

K.-H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 3127

[C — 27643]

6 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales, accordée par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées aux employeurs qui occupent des travailleurs handicapés en vue de favoriser leur adaptation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 6, alinéa 1er, 10° et 11°;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 85, alinéa 2b, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1965;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 1994;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
 Vu l'urgence;
 Attendu que les conditions d'octroi de l'intervention susvisée doivent être revues immédiatement compte tenu des développements récents des dispositifs fédéraux et régionaux d'incitation à l'embauche;
 Sur proposition du Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;
 Vu la délibération du Gouvernement du 6 octobre 1994,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1° par **travailleur handicapé** : la personne handicapée occupée en vertu d'un contrat de travail donnant lieu à assujettissement à la sécurité sociale, excepté le travail domestique, ou en vertu d'un statut réglementaire et dont le projet d'intégration professionnelle a été approuvé par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

2° par **employeur** : toute personne de droit privé ou de droit public qui occupe un travailleur handicapé sur le territoire de la région de langue française;

3° par **Fonds** : le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 2. Dans les limites des crédits disponibles, une intervention dans la rémunération et les charges sociales est accordée à l'employeur en vue de favoriser l'adaptation professionnelle d'un travailleur handicapé.

Art. 3. L'intervention est accordée en faveur du travailleur handicapé qui répond à une des conditions suivantes :

1° entrer au service d'un employeur après n'avoir exercé aucune activité professionnelle pendant au moins six mois au cours des neuf mois qui précèdent cette entrée en service; toutefois, la période durant laquelle l'intéressé a suivi une formation professionnelle visée à l'article 56, § 2, de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 ou la période de travail en atelier protégé sont assimilées à une période d'inactivité; par ailleurs, la durée de l'inactivité est sans objet lorsqu'elle résulte d'un licenciement collectif pour motifs économiques;

2° reprendre le travail chez le même ou chez un autre employeur après une suspension d'activité professionnelle d'au moins six mois et durant laquelle le travailleur handicapé a bénéficié soit d'indemnités résultant de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ou de l'assurance contre les accidents du travail ou d'indemnités résultant de maladies professionnelles ou de tous autres avantages tenant lieu de telles indemnités;

3° être affecté dans un poste de travail après aménagement de celui-ci avec l'intervention du Fonds ou après avoir suivi un programme complet de formation professionnelle approuvé par le Fonds.

Art. 4. Le Fonds statue sur les demandes d'intervention et fixe, le cas échéant, la durée de la période d'adaptation durant laquelle il accorde son intervention ainsi que les mesures d'accompagnement destinées à assurer cette adaptation. La durée de la période d'adaptation ne peut être inférieure à un trimestre ni supérieure à douze trimestres. La décision d'octroi ne peut couvrir une période supérieure à un an.

Elle peut toutefois être renouvelée.

En cas de suspension de l'exécution du contrat, la période d'intervention est prolongée d'une durée égale à celle des périodes durant lesquelles aucune rémunération même partielle n'a été payée par l'employeur.

Art. 5. Le montant de l'intervention est fixé :

1° pendant une première période maximale de quatre trimestres : à 33 % de la rémunération;

2° pendant une deuxième période maximale de quatre trimestres : à 18,5 % de la rémunération;

3° pendant une troisième période maximale de quatre trimestres : à 8,25 % de la rémunération.

Par rémunération, on entend la rémunération conventionnelle minimale fixée par la commission paritaire compétente ou, à défaut, la rémunération minimale fixée par l'usage, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale et contre les accidents du travail.

Art. 6. La demande d'intervention doit à peine d'irrecevabilité être introduite auprès du Fonds dans un délai de six mois à dater du moment où prend cours la période d'adaptation susceptible de donner lieu à une intervention.

Art. 7. Le paiement de l'intervention est effectué à l'expiration de chaque trimestre civil sur production des documents justificatifs introduits par l'employeur. Les documents doivent être introduits, à peine de forclusion, dans un délai d'un an à dater de l'expiration du trimestre auquel ils se rapportent ou à dater de la justification de la décision d'octroi lorsque cette dernière a un effet rétroactif.

Art. 8. § 1. Peuvent également bénéficier de l'intervention visée au présent arrêté, les employeurs qui réunissent les conditions d'octroi d'autres interventions dans la rémunération de la Région wallonne, sous déduction de ces dernières.

§ 2. Ne peuvent bénéficier de l'intervention visée au présent arrêté :

1° les ateliers protégés;

2° les employeurs qui réunissent les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération de l'ONEM pour les chômeurs difficiles à placer.

Art. 9. Est exclu de l'intervention et, le cas échéant, tenu de rembourser l'intervention dont il aurait bénéficié :

1° l'employeur dont il appert qu'il a licencié un ou plusieurs travailleurs à seule fin de bénéficier de la mesure;

2° l'employeur qui ne satisfait pas aux obligations légales et réglementaires qui lui incombent en sa qualité d'employeur;

3° l'employeur qui ne respecte pas l'obligation d'occuper un certain nombre de personnes handicapées visées à l'article 21 de la loi du 16 avril 1963.

Art. 10. Est abrogé pour ce qui concerne la Région wallonne, l'arrêté ministériel du 23 janvier 1968 fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales accordées par le Fonds national de reclassement social des handicapés aux employeurs qui occupent des travailleurs handicapés.

Art. 11. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1994.

Art. 13. Le Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 1994.

Le Ministre-Président,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre chargé de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 3127

[C — 27643]

6 OKTOBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van minder-validen en hun inschakeling in het arbeidsproces een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten verleent aan werkgevers met het oog op de beroepsaanpassing van de minder-validen die ze tewerkstellen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, § 7;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 6, eerste lid, 10° en 11°;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op artikel 85, lid 2b, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1965;

Gelet op het advies van de raad van beheer van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de toekenningsvoorwaarden voor voornoemde tegemoetkoming onverwijld moeten worden herzien, gelet op de recente evolutie van de federale en gewestelijke instrumenten voor de stimulering van de tewerkstelling;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 6 oktober 1994,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° minder-valide werknemer : de minder-valide, tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst waardoor onderwerping aan de sociale zekerheid ontstaat, met uitzondering van de arbeidsovereenkomst voor dienstboden, of krachtens een reglementair statuut, en voor wie de geplande inschakeling in het arbeidsproces is goedgekeurd door het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

2° werkgever : ieder privaatrechtelijk of publiekrechtelijk persoon die een minder-valide werknemer op het grondgebied van het Franse taalgebied tewerkstelt;

3° Fonds : het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 2. Binnen de perken van het beschikbare krediet geniet de werkgever een tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten om de inschakeling van een minder-valide werknemer in het arbeidsproces te bevorderen.

Art. 3. De tegemoetkoming wordt verleend ten gunste van de minder-valide werknemer die aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

1° in dienst van een werkgever treden na geen enkele beroepsactiviteit te hebben uitgeoefend gedurende ten minste zes maanden in de loop van de negen maanden onmiddellijk vóór deze indiensttreding; de periode waarin de betrokkene een beroepsopleiding bedoeld in artikel 56, § 2, van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 heeft gevolgd, of de arbeidsperiode in een beschutte werkplaats worden echter met een periode van beroepsinactiviteit gelijkgesteld; overigens is de duur van de inactiviteit ongegrond als ze het gevolg is van een collectief ontslag omwille van economische redenen;

2° bij dezelfde of een andere werkgever het werk hervatten na een onderbreking van zijn beroepsactiviteit van ten minste zes maanden en waarin de minder-valide werknemer hetzij uitkeringen genoten heeft inzake verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit of tegen arbeidsongevallen, of inzake vergoeding voortspruitende uit beroepsziekten, of onverschillig welke andere voordelen die een dergelijke uitkering vervangen;

3° een arbeidspost bekleden die aangepast is met de tegemoetkoming van het Fonds, of na een door het Fonds goedgekeurd volledig beroepsopleidingsprogramma te hebben gevolgd.

Art. 4. Het Fonds beslist over de aanvragen om tegemoetkoming en bepaalt, in voorkomend geval, de duur van de aanpassingsperiode waarin het de tegemoetkoming verleent, alsook de begeleidingsmaatregelen met het oog op deze aanpassing. De duur van de aanpassingsperiode mag niet minder dan één trimester en niet meer dan twaalf trimesters belopen. De toekenningsbeslissing mag niet meer dan één jaar bestrijken. Ze is echter vernieuwbaar.

Bij schorsing van de uitvoering van de overeenkomst wordt de tegemoetkomingsperiode verlengd met een duur die gelijk is aan die van de periodes waarin geen enkel loon, zelfs niet een gedeeltelijk, door de werkgever is betaald.

Art. 5. Het bedrag van de tegemoetkoming is vastgesteld als volgt :

1° gedurende een eerste periode van maximum vier trimesters : 33 % van het loon;

2° gedurende een tweede periode van maximum vier trimesters : 16,5 % van het loon;

3° gedurende een derde periode van maximum vier trimesters : 8,25 % van het loon;

Onder loon wordt verstaan het minimumregelingsloon dat door het bevoegde paritair comité is vastgesteld of, bij ontstentenis, het door het gebruik bepaalde minimumloon, vermeerderd met de werkgeversbijdrage die verschuldigd is krachtens de wetgeving betreffende de sociale zekerheid en de arbeidsongevallen.

Art. 6. Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de aanvraag om tegemoetkoming bij het Fonds worden ingediend binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf het ingaan van de periode van aanpassing welke tot de toekenning van een tegemoetkoming aanleiding kan geven.

Art. 7. De uitbetaling van de tegemoetkoming geschiedt, na het verstrijken van elk kalenderkwartaal, tegen overlegging van de door de werkgever ingediende bewijsstukken. Op straffe van uitsluiting moeten de documenten ingediend worden binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf het verstrijken van het kwartaal waarop ze betrekking hebben, of vanaf de datum van rechtvaardiging van de toekenningsbeslissing, als deze laatste terugwerkende kracht heeft.

Art. 8. § 1. Kunnen eveneens de in dit besluit bedoelde tegemoetkoming genieten, werkgevers die voldoen aan de voorwaarden waaronder het Waalse Gewest andere tegemoetkomingen in het loon verleent, mits aftrek van deze laatste.

§ 2. Kunnen de in dit besluit bedoelde tegemoetkoming niet genieten :

1° beschutte werkplaatsen;

2° werkgevers die voldoen aan de voorwaarden van toekenning van de door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening verleende tegemoetkoming in het loon van moeilijk te plaatsen werklozen.

Art. 9. Van het genot van de tegemoetkoming wordt uitgesloten en is, in voorkomend geval, verplicht tot terugbetaling van de tegemoetkoming die hij reeds zou hebben genoten :

1° de werkgever van wie blijkt dat hij één of meer werknemers ontslagen heeft met het enige doel de bij dit besluit bepaalde tegemoetkoming te genieten;

2° de werkgever die niet voldoet aan de wettelijke of reglementaire verplichtingen die hem als werkgever zijn opgelegd;

3° de werkgever die zich niet houdt aan de verplichting een zeker aantal minder-valide personen in dienst te nemen, bedoeld in artikel 21 van de wet van 16 april 1963.

Art. 10. Wat het Waalse Gewest betreft is het ministerieel besluit van 23 januari 1988 houdende vaststelling van de voorwaarden van toekenning van de tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten, verleend door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen aan de werkgevers die minder-valide werknemers tewerkstellen, opgeheven.

Art. 11. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1994.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

F. 94 — 3128

[C — 27644]

6 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales, accordée par le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées aux employeurs publics qui occupent des travailleurs handicapés en vue de compenser leur perte de rendement

Le Gouvernement Wallon,

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 6, alinéa 1er, 10° et 11°;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 85, alinéa 2b, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1965;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 1994;